

L'éducation face aux crises haïtiennes

Il n'y a pas une, mais des crises haïtiennes : crise humanitaire, crise économique, crise politique, crise des institutions... Il y a trois ans, le pays était à la 163ème place au niveau mondial en termes de développement humain : il est désormais 169ème. Face à cette urgence multiforme, l'éducation pourrait être reléguée au second plan. C'est pourtant bien l'éducation qui permettra, à terme, aux Haïtiens de prendre leur destin en main.



Une rue de Port-au-Prince, septembre 2015 © Défap

Préparer l'avenir, en dépit des duretés du quotidien : c'est la difficile tâche des établissements membres de la Fédération des Écoles Protestantes d'Haïti, l'un des partenaires clés de

la Plateforme Haïti, dont fait partie le Défap. Quels que soient les projets mis en place pour permettre une amélioration de la vie des Haïtiens, leur impact à long terme sera directement lié au niveau d'éducation de la population haïtienne. Un problème que décrit précisément Laënnec Hurbon, sociologue haïtien né à Jacmel, docteur en théologie (Institut catholique de Paris) et en sociologie (Sorbonne), qui est par ailleurs membre fondateur de l'Université Quisqueya à Port-au-Prince : «On pourrait fort bien me dire que mettre le paquet sur l'agriculture trop négligée dans le budget national, ou sur la création d'emplois industriels et la construction des infrastructures suffirait à attirer les investissements afin que le pays connaisse un décollage économique. Je répondrais : j'entends des projets de cette sorte depuis que le concept de développement a pignon sur rue depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale. À la vérité, on est enclin à oublier que le développement dans les sociétés occidentales a partie liée avec le développement de l'éducation formelle qui met sur les rails d'une organisation rationnelle de tous les secteurs de la vie économique, culturelle et politique.»

Mais il est vrai que dans la liste des urgences auxquelles le pays est confronté, l'éducation peut facilement passer au second plan. Urgence alimentaire : il y a quelques mois, le Programme Alimentaire Mondial (dépendant de l'Onu) estimait qu'un Haïtien sur trois, soit près de 4 millions de personnes, avait besoin d'une aide pour se nourrir. Les zones les plus concernées par la crise étant le sud du département du Nord-Ouest et les quartiers de Cité Soleil à Port-au-Prince. Dans la seule capitale haïtienne, le PAM évaluait à 850.000 le nombre de personnes en situation d'insécurité alimentaire. Urgence économique : selon les données de la Banque Mondiale, Haïti est le pays le plus pauvre de l'hémisphère occidental, avec un produit intérieur brut par habitant de 797 dollars et un indice de développement humain qui le plaçait en 2019 à la 169ème place sur 189. Urgence en termes de sécurité : la criminalité est partout présente, les enlèvements contre

demande de rançon sont monnaie courante. Comme le souligne le politiste Frédéric Thomas, chargé d'études au Centre tricontinental /Cetri, «au cours de ces deux dernières années, au moins quatre massacres (le dernier, fin août-début septembre) ont eu lieu dans les quartiers populaires de la capitale, Port-au-Prince, dont le plus meurtrier demeure celui de La Saline, en novembre 2018, qui a fait 71 morts.» Urgence politique : «alors qu'il existe en Haïti un très large consensus contre le président actuel», rappelle ce même chercheur, le chef de l'État Jovenel Moïse, se maintient en renforçant toujours plus son pouvoir, «gouvernant depuis janvier par décrets, avec un pouvoir législatif en tout et pour tout réduit au tiers du Sénat, faute d'avoir organisé des élections parlementaires».

Scandale Petrocaribe : un mouvement de contestation qui dégénère

Ces diverses crises s'alimentent bien sûr les unes les autres. La crise politique actuelle autour du président Jovenel Moïse a ainsi débuté sur fond de pénuries de produits de première nécessité, notamment de carburant, et avec la révélation d'un scandale impliquant plusieurs gouvernements successifs. Il s'agissait de l'affaire Petrocaribe, du nom de l'alliance régionale mise en place entre le Venezuela, premier exportateur pétrolier de la région, et les pays des Caraïbes : un accord qui devait permettre aux 18 États signataires, dont Haïti, de bénéficier de livraisons de pétrole à des tarifs préférentiels et avec des facilités de paiement. Au cours des dix années durant lesquelles Haïti a bénéficié de cet accord avant la révélation du scandale, quelque 3,8 milliards de dollars, qui auraient dû servir à financer des projets locaux de développement, ont disparu. La révélation de cette affaire dans une période d'aggravation des pénuries a déclenché un mouvement social sans précédent, qui s'est traduit par des mois de manifestations et a pu aller jusqu'au blocage complet

du pays (le «Pays Lock») pour obtenir le départ du président actuel. Or, celui-ci est toujours là... et le mouvement lancé contre lui a dégénéré, aggravant encore plus les problèmes du quotidien, la pauvreté, les pénuries, tout en devenant prétexte à violences et à pillages. Depuis, la crise du Covid-19 n'a fait que renforcer un peu plus les inégalités : si le pays n'est pas parmi les plus touchés de la région, ce sont les plus pauvres qui sont les plus menacés... La Banque Mondiale estime ainsi qu'au cours de l'année 2020, entre 88 et 115 millions d'Haïtiens auront basculé dans l'extrême précarité, annulant près de trois ans d'efforts en matière de réduction de la pauvreté.

Mais l'aspect multiforme de cette crise met précisément l'accent sur le besoin pointé par Laënnec Hurbon d'une «organisation rationnelle de tous les secteurs de la vie économique, culturelle et politique». Une organisation qui ne pourra voir le jour sans une amélioration de l'éducation. Voilà à quoi travaille la Fédération des Écoles Protestantes d'Haïti, à travers ses 3000 écoles. Voilà pourquoi le Collège évangélique Maranatha, membre de ce réseau et dépendant de l'Union évangélique baptiste d'Haïti, forcé par la violence des gangs de quitter ses locaux historiques du campus de Bolosse, va poursuivre l'accueil des élèves dans un autre quartier de Port-au-Prince. «Lekol pou yo tou» continue sa mission.

Le Défap et la Plateforme Haïti

Des liens privilégiés existent de longue date entre la Fédération protestante de France (FPF) et la Fédération protestante d'Haïti (FPH). Le passage de quatre tempêtes dévastatrices sur le territoire haïtien en 2008 (Fay, Gustav, Hanna et Ike) s'était traduit par la création de la Plateforme Haïti, regroupant divers acteurs du monde protestant sous l'égide de la FPF. En 2010, au moment du tremblement de terre qui devait faire plus de 230.000 morts, les réseaux protestants étaient donc bien en place, et la solidarité avait trouvé rapidement des canaux pour s'exprimer. Le président actuel de la Plateforme Haïti est le pasteur Rodrigue Valentin, de l'Église du Nazaréen, et sa coordination administrative est assurée par le Défap. La Plateforme rassemble les acteurs suivants :

- la [Mission Biblique](#)
- le [Service protestant de mission – Défap](#)
 - la [fondation La Cause](#)
- le [SEL \(Service d'Entraide et de Liaison\)](#)
 - [ADRA-France](#)
 - l'[Église du Nazaréen](#)
 - [Réforme](#)